

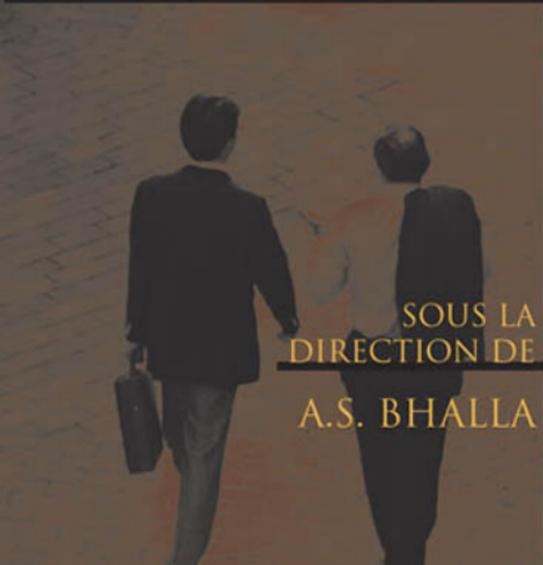
MONDIALISATION



CROISSANCE ET



MARGINALISATION



SOUS LA
DIRECTION DE
A.S. BHALLA



Mondialisation, Croissance et Marginalisation

This page intentionally left blank

Mondialisation, Croissance et Marginalisation

sous la direction de
A.S. Bhalla

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
Ottawa • Dakar • Johannesburg • Le Caire • Montevideo • Nairobi • New Delhi • Singapour

Publié par le Centre de recherches pour le développement international
BP 8500, Ottawa, ON, Canada K1G 3H9

© Centre de recherches pour le développement international 1998

Données de catalogage avant publication (Canada)

Vedette principale au titre :

Mondialisation, croissance et marginalisation

Publ. aussi en anglais sous le titre : Globalization, growth and marginalization.

Comprend des références bibliographiques.

ISBN 0-88936-851-1

1. Revenu — Répartition — Pays en voie de développement.
2. Pays en voie de développement — Conditions économiques — Disparités régionales.
3. Concurrence internationale.
4. Mondialisation (Économie politique).

I. Bhalla, A.S.

II. Centre de recherches pour le développement international (Canada).

HC59.72.15G4414 1998

338.9'0091742'4

C98-980303-1

Offert sur microfiches.

Tous droits réservés. Toute reproduction, stockage dans un système d'extraction ou transmission en tout ou en partie de cette publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit — support électronique ou mécanique, photocopie ou autre — est interdite sans l'autorisation expresse du Centre de recherches pour le développement international.

Les Éditions du CRDI s'appliquent à produire des publications qui respectent l'environnement. Le papier utilisé est recyclé et recyclable ; l'encre et les enduits sont d'origine végétale.

Table des matières

Avant-propos	vii
Remerciements	ix
Introduction — <i>A.S. Bhalla</i>	1
Chapitre 1	
Mondialisation : Menace ou bienfait ? — <i>Paul Streeten</i>	17
Chapitre 2	
Technologie de l'information, mondialisation et marginalisation — <i>Jeffrey James</i>	61
Chapitre 3	
Incidence de la mondialisation et de la révolution de l'information en Amérique latine — <i>Albert Berry</i>	87
Chapitre 4	
Incidence de la mondialisation en Asie du Sud — <i>Azizur Rahman Khan</i>	127

Chapitre 5	
Croissance et pauvreté en Asie de l'Est et en Asie du Sud-Est à l'ère de la mondialisation — <i>Azizur Rahman Khan</i>	153
Chapitre 6	
Incidence de la mondialisation en Afrique — <i>S.M. Wangwe et Flora Musonda</i>	181
Chapitre 7	
Perspectives régionales : Vue d'ensemble — <i>A.S. Bhalla et Albert Berry</i>	203
Chapitre 8	
Orientation de la recherche — <i>A.S. Bhalla</i>	229
Notes sur les collaborateurs	243
Sigles et acronymes	247
Bibliographie	249
Index par sujet	265

Chapitre 4

Incidence de la mondialisation en Asie du Sud

Azizur Rahman Khan

Le présent chapitre a pour objet d'analyser l'incidence de la mondialisation croissante de l'économie en Asie du Sud. Cinq grands pays sont au cœur de cette analyse : le Bangladesh, l'Inde, le Népal, le Pakistan et Sri Lanka, qui représentent une très forte proportion de la population d'Asie du Sud¹. En 1994, ces cinq pays réunis comptaient 1,2 milliard d'habitants, soit 21 p. 100 de la population mondiale et 38 p. 100 de la population des pays à faible revenu, catégorie à laquelle ils appartiennent tous². En vertu des normes

¹ Il est difficile de délimiter avec précision l'Asie du Sud, mais on inclut souvent dans cette région les pays membres de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR). Outre les cinq pays mentionnés, l'ASACR comprend le Bhoutan et les Maldives qui, ensemble, ne représentent que 0,08 p. 100 de la population des pays de l'ASACR. Nous avons exclu ces deux pays de la présente analyse parce que, outre leur taille minuscule, très peu des renseignements qui les concernent proviennent de sources internationales. Par ailleurs, certains se demandent si le Myanmar devrait être considéré comme un pays d'Asie du Sud. Le cas échéant, il ne serait guère logique de l'inclure dans une étude de la mondialisation, non seulement à cause de l'absence de données pertinentes, mais également parce que le Myanmar commence à peine à abandonner la stratégie économique autarcique qu'il poursuivait depuis des décennies.

² Dans les pays qui entrent dans cette catégorie de la Banque mondiale, le revenu par habitant était inférieur à 725 \$ en 1994 selon la méthode Atlas de la Banque mondiale. Parmi les 133 pays comptant chacun au moins un million d'habitants, compris dans Banque mondiale (1996e), 51 appartenaient à cette catégorie.

absolues de pauvreté, ces cinq pays d'Asie du Sud abritent près de la moitié des pauvres de la planète³.

Dans le présent chapitre, le terme « mondialisation » désigne l'élimination tendancielle des obstacles à la circulation internationale des biens, des services, des capitaux et de la technologie. Il y a longtemps que l'économie mondiale a amorcé ce virage, mais le processus s'est accéléré au cours des années 80. Deux événements ont favorisé l'essor de cette tendance : *i*) le rejet graduel des restrictions commerciales issues de la stratégie d'industrialisation fondée sur le remplacement des importations qu'une très grande majorité de pays en développement (PED) avaient adoptée après la Deuxième Guerre mondiale ; *ii*) la chute du régime socialiste qui avait isolé ses membres de l'économie mondiale et les avait même séparés les uns des autres. Le premier de ces phénomènes a pris de l'ampleur à la suite de la crise de l'endettement et des rajustements subséquents que les pays en développement ont dû effectuer, souvent sur l'ordre des organismes multilatéraux de développement, à compter du début des années 80. Le second phénomène a pratiquement coïncidé avec le lancement des réformes post-maoïstes en Chine, mais est parvenu à englober l'ensemble du monde socialiste à la fin des années 80. Par le passé, la libéralisation du commerce international avait été amorcée par les pays industrialisés, mais ce sont les mesures prises par les pays en développement qui ont provoqué le mouvement actuel de mondialisation de l'économie.

Il faut déterminer clairement les principaux éléments de ce mouvement de mondialisation. Premièrement, on assiste à une plus grande circulation des biens et des services entre les nations en raison d'une réduction du protectionnisme sous toutes ses formes : restrictions commerciales quantitatives, obstacles tarifaires et non tarifaires. Deuxièmement, on observe une augmentation de la mobilité internationale des capitaux attribuable à la levée des obstacles à la circulation. Cependant, on remarque qu'il n'y a pas eu d'accroissement correspondant de la mobilité de la main-d'œuvre, et particulièrement de la main-d'œuvre non spécialisée, abondante dans les PED. Le troisième élément de la mondialisation concerne la circulation de la technologie. L'augmentation du commerce et des flux de capitaux s'est généralement traduite par une circulation accrue de la technologie entre les pays. Cependant, la mondialisation n'a pas eu que des effets positifs sur la technologie. En effet, aux termes des règles de la mondialisation, chaque pays s'est engagé à respecter davantage les droits de propriété intellectuelle, ce qui

³ La Banque mondiale (1990) estime que l'Asie du Sud comptait 47 p. 100 des pauvres de la planète en 1985.

peut avoir fait grimper le coût de la technologie pour de nombreux PED. Enfin, l'ère de la mondialisation a coïncidé avec la révolution de la technologie de l'information, qui a sensiblement réduit le coût de circulation des informations à l'échelle internationale et qui, de ce fait, a facilité les échanges commerciaux et les flux de capitaux. En outre, les échanges culturels entre les pays se sont considérablement intensifiés, avec des conséquences sociales et politiques d'une très grande portée.

Un pays, ou un groupe de pays, a le choix de s'intégrer dans l'économie mondiale ou de s'en isoler. Cependant, il ne peut freiner le processus de mondialisation, car la majeure partie du monde en est devenue partie intégrante. Chaque pays doit maintenant livrer une concurrence plus féroce que par le passé pour s'accaparer une part du marché mondial des biens et services en pleine expansion, parce que plus de pays ont abandonné l'industrialisation fondée sur le remplacement des importations. De même, chaque pays doit se battre avec plus de vigueur qu'autrefois pour obtenir une part des capitaux internationaux, parce que bien plus de pays ont réduit de façon draconienne les obstacles au mouvement des capitaux. En ce sens, aucun PED ne peut faire fi du processus de mondialisation et chacun doit trouver un moyen d'y faire face.

Bien sûr, un pays en développement peut refuser de s'intégrer dans l'économie mondiale en perpétuant certaines variantes du régime d'industrialisation fondée sur le remplacement des importations ou en continuant de mettre des obstacles aux flux de capitaux. L'intégration, comme on peut l'imaginer, aura des effets négatifs sur d'importants groupes sociaux de nombreux pays, à tout le moins pendant la transition entre la structure de production actuelle, entretenue par l'autarcie du passé, et la structure de production plus efficace qui émergerait de l'intégration réussie dans l'économie mondiale. La décision des pays de s'intégrer ou non dans l'économie mondiale reposera sur leur estimation relative des pertes qui pourraient découler du bouleversement de la structure existante de production et des gains que pourrait leur procurer l'intégration.

Le pays qui décide de s'intégrer dans l'économie mondiale ne reçoit pas une garantie de prospérité. Il doit entreprendre un programme de réformes économiques qui lui permettra de s'intégrer, c'est-à-dire accroître la part de commerce extérieur dans l'ensemble de son PIB et avoir accès à une entrée accrue de technologies et de capitaux étrangers. En outre, l'intégration réussie dans l'économie mondiale selon les indicateurs précités ne garantit pas que l'on puisse réaliser les objectifs socioéconomiques qui ont motivé l'intégration. Il est possible que l'estimation initiale des gains et des pertes possibles soit erronée. Et même si elle s'avérait, la croissance accélérée du PIB global

pourrait entraîner une répartition du supplément de production qui va à l'encontre des objectifs sociaux du pays.

La section qui suit examine brièvement les programmes de réforme que les pays d'Asie du Sud ont mis en œuvre pour faciliter leur intégration dans l'économie mondiale et analyse le succès des pays qui sont parvenus à s'intégrer. La section suivante traite des conséquences sur la croissance et des effets distributifs du processus d'intégration. La dernière section résume les principales constatations touchant les réussites et les échecs que les pays d'Asie du Sud ont connus dans leur quête d'une plus grande intégration dans l'économie mondiale.

Intégration de l'Asie du Sud dans l'économie mondiale

À l'époque postcoloniale, les pays d'Asie du Sud avaient suivi une stratégie de développement semblable : une industrialisation fondée sur le remplacement des importations qui a connu un succès variable selon le pays. C'est l'Inde qui a connu le plus de succès, suivie du Pakistan et de Sri Lanka, puis loin derrière du Bangladesh et du Népal. En ce qui concerne la croissance du PIB, le Pakistan est le seul pays où le taux de croissance annuel moyen a dépassé 5 p. 100 entre 1965 et 1980. Sri Lanka et l'Inde ont connu des taux moyens de 4 p. 100 ou un peu moins, tandis que le Bangladesh et le Népal connaissaient en moyenne des taux de croissance inférieurs à 2,5 p. 100 (voir Khan, 1994, p. 53).

Cependant, contrairement à la majorité des autres pays en développement, l'Asie du Sud n'a pas été durement frappée par la crise de l'endettement du début des années 80. Le Bangladesh est le seul pays dont le rapport du service de la dette (RSD) était supérieur à 25 p. 100, le Pakistan venant au deuxième rang avec 18 p. 100. Pour les autres pays, le fardeau de la dette était très raisonnable.

Cependant, il est devenu évident que le taux de croissance de ces pays était inférieur à ce dont ils avaient besoin pour régler l'urgent problème de pauvreté et s'attaquer au développement social. Même si les limites du développement fermé, favorisé par la stratégie d'industrialisation fondée sur le remplacement des importations, avaient commencé à se manifester plus tôt dans certains pays, c'est dans les années 80 que *tous* les pays d'Asie du Sud ont commencé à adopter une stratégie de développement orientée vers l'extérieur, insistant sur la croissance des exportations, l'ouverture à la

technologie et aux capitaux étrangers et, généralement, une plus grande intégration dans l'économie mondiale⁴.

Politiques d'ouverture

Pour réorienter la stratégie de développement, ces pays ont apporté d'importantes réformes à leurs politiques et à leurs institutions. Le premier secteur de réforme, et de toute évidence le plus important, a été le régime commercial. Tous ces pays sont graduellement passés d'un régime fondé sur la surévaluation de leur taux de change à un régime fondé sur la détermination de la valeur de leur monnaie en fonction du marché. Cette réforme a été combinée à une réduction marquée des restrictions quantitatives aux importations et à une diminution des tarifs douaniers. On a également uniformisé les tarifs s'appliquant à différentes importations. Toutes ces mesures ont permis de réduire la discrimination contre les exportations et à exposer les industries intérieures à une concurrence accrue des producteurs étrangers.

Ces pays ont également adopté toute une série de mesures visant à attirer les investisseurs étrangers. Ainsi, les restrictions prévoyant une participation intérieure minimale au capital ont également été assouplies, des concessions fiscales ont été accordées, des dispositions concernant le rapatriement des profits ont été adoptées et des zones franches industrielles ont été créées. Les marchés boursiers intérieurs ont été ouverts aux investisseurs étrangers en même temps que des mesures étaient adoptées pour leur expansion.

Outre la réduction draconienne du nombre de monopoles publics, la réglementation industrielle a été grandement assouplie, notamment au niveau de l'accès aux devises pour l'acquisition de matières premières, d'équipement et matériel et pièces de rechange. À différents degrés, ces pays ont encouragé la privatisation d'industries nationalisées et élargi le secteur d'activités de l'entreprise privée, aussi bien intérieure qu'étrangère.

La déréglementation s'est également étendue au marché des facteurs. Les forces du marché ont eu un plus grand rôle à jouer dans la détermination des prix et l'affectation du crédit. On a également tenté d'accroître la souplesse du marché du travail, mais à ce chapitre, les résultats se sont généralement révélés incertains.

Comme ces politiques d'ouverture visaient un objectif plus général, à savoir d'adopter un système davantage orienté vers le marché, elles se sont accompagnées d'une vaste réforme des politiques régissant les prix et la

⁴ Bhagwati (1993) dresse un excellent bilan de l'ancienne stratégie de développement dans le contexte indien.

répartition, et d'une politique macroéconomique. Les subventions au titre des intrants et des services publics dans le domaine de l'agriculture ont été réduites ou abolies. L'approvisionnement public et la distribution d'aliments et d'autres biens ont subi des compressions draconiennes. Avec plus ou moins de succès, on a mis l'accent sur la stabilisation macroéconomique par la réduction du déficit et le contrôle de l'expansion monétaire.

Ces réformes n'ont pas été mises en œuvre à un rythme uniforme ou stable dans tous les pays. Cependant, les contrôles et incitatifs avaient été fondamentalement modifiés partout entre la fin des années 70 et le début des années 90 par les éléments suivants : *i*) la monnaie de ces pays était presque devenue convertible par rapport au compte courant ; *ii*) les restrictions quantitatives aux importations avaient été considérablement réduites, de même que le taux de protection tarifaire, ouvrant de façon significative le marché intérieur aux importations ; *iii*) les incitatifs aux exportations avaient été beaucoup améliorés et les facteurs de dissuasion atténués ; *iv*) il était devenu possible pour les investisseurs étrangers d'évoluer dans un secteur beaucoup plus large de l'économie de ces pays en vertu de modalités plus intéressantes qu'auparavant⁵.

Il est difficile d'analyser en profondeur l'efficacité des réformes d'ouverture dans chaque pays, faute de pouvoir dater avec précision leur mise en œuvre. Ces réformes ont été amorcées relativement tôt à Sri Lanka et au Bangladesh, à la fin des années 70. Au Pakistan, leur mise en œuvre a débuté au début des années 80, mais s'est accélérée en 1987-1988. En Inde, elle a commencé au début des années 80 pour s'intensifier en 1991. Au Népal, les réformes ont été entreprises au milieu des années 80. Toutes ces réformes devaient porter fruit dans la seconde moitié des années 80, plus tard dans le cas de l'Inde. Comme le montrent les tableaux 1, 2 et 3, les pays d'Asie du Sud ont obtenu d'excellents résultats pour ce qui est de plusieurs indicateurs d'intégration, mais une performance plutôt médiocre pour d'autres.

Croissance des exportations

Tous les pays d'Asie du Sud étaient beaucoup plus orientés vers les exportations en 1994 qu'en 1980. Le taux de croissance des exportations a été particulièrement rapide au début des années 90. Non seulement les exportations

⁵ On retrouve des chroniques plus circonstanciées des réformes mises en œuvre dans chacun des pays dans les mémorandums économiques que publie périodiquement la Banque mondiale. Pour des comptes rendus indépendants des réformes indiennes, donnant un point de vue différent, voir Bhagwati et Srinivasan (1993) et Bhaduri et Nayyar (1996). Pour un compte rendu indépendant des réformes au Bangladesh, voir Centre for Policy Dialogue (1995).

Tableau 1. Indicateurs de la croissance des exportations des pays de l'Asie du Sud

	Exportations en % du PIB		Taux de croissance des exportations (% par année)			Exportations de biens manufacturés en % des exportations totales	
	1980	1994	1970-1980	1980-1990	1990-1994	1986	1993
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Bangladesh	6	12	3,8	7,5	12,7	73	81
Inde	7	12	4,3	6,3	7,0	62	75
Népal	12	24	10,9	7,8	22,1	68	84
Pakistan	12	16	0,7	9,5	8,8	68	85
Sri Lanka	32	34	2,0	6,3	17,0	41	71

Source : Colonnes 1, 2, 4 et 5, Banque mondiale (1996e) ; colonne 3, Banque mondiale (1993d) ; colonne 6, Banque mondiale (1988) ; colonne 7, Banque mondiale (1995c).

Note : Les deux premières colonnes désignent les exportations de biens et de services non facteurs. Toutes les autres colonnes désignent les exportations de marchandises.

ont augmenté par rapport à l'ensemble du PIB et des exportations mondiales, mais la composition des exportations s'est également considérablement modifiée, laissant plus de place aux biens manufacturés et moins aux matières premières (tableau 1).

Il faut cependant expliquer le contexte dans lequel s'est produite l'amélioration de la performance commerciale des pays d'Asie du Sud au cours de la période de mondialisation. Soulignons d'abord que le rapport pondéré exportations-PIB de ces pays en 1994 (13,4 p. 100) est bien inférieur à celui des 51 PED à faible revenu (19 p. 100) (voir Banque mondiale, 1996e). En fait, ces pays ont accru leur part des exportations mondiales pendant la période de mondialisation, mais leurs exportations combinées sont passées de 0,66 p. 100 des exportations mondiales en 1980 à seulement 0,89 p. 100 en 1994 (voir données de la Banque mondiale, 1996e, p. 216-217).

Deuxièmement, dans bien des cas, l'espoir que la diversification accrue des exportations de biens manufacturés protégerait ces pays contre une baisse des termes de l'échange a été vain. Exception faite de l'Inde, tous ces pays ont subi une détérioration significative des termes de l'échange pendant la période de mondialisation⁶.

Troisièmement, les pays d'Asie du Sud ont connu une faible croissance du commerce entre eux. Paradoxalement, ces pays, qui se complètent ou

⁶ Entre 1985 et 1994, les termes de l'échange ont baissé de 13 p. 100 au Népal, de 25 p. 100 au Bangladesh, de 10 p. 100 au Pakistan et de 17 p. 100 à Sri Lanka. En Inde, par contre, ils ont connu une hausse d'environ 9 p. 100. Voir Banque mondiale (1996e, p. 192).

pourraient se compléter à maints égards, se tournent vers une stratégie de développement axée sur les exportations tout en demeurant pratiquement autarciques les uns par rapport aux autres. Comme le montre le tableau 2, le commerce entre ces pays est extrêmement faible. Au cours des dernières années, la part des exportations vers d'autres pays d'Asie du Sud a chuté pour le Bangladesh, le Pakistan et Sri Lanka et a connu une hausse minime pour le Népal. Seule l'Inde a enregistré une hausse significative de sa part des exportations vers ses voisins d'Asie du Sud, mais cette part demeure pitoyablement faible. Il faut reconnaître que la période visée par le tableau est courte. Il existe des renseignements concernant la part du commerce interrégional pour l'ensemble de la région portant sur une plus longue période, mais ils ne révèlent aucune croissance dynamique tendancielle. Ensemble, les cinq pays d'Asie du Sud ont envoyé 3,3 p. 100 de leurs exportations globales vers d'autres pays d'Asie du Sud en 1980. En 1994, cette proportion se situait à 4,1 p. 100. Il est vrai qu'il existe des échanges commerciaux non comptabilisés et illicites entre le Bangladesh et l'Inde, entre le Pakistan et l'Inde, ainsi qu'entre l'Inde et le Népal. Ce fait témoigne que les politiques publiques s'opposent à l'intégration, ce qui est paradoxal puisque ces pays sont membres de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR).

Tableau 2. Commerce entre les pays de l'Asie du Sud (en pourcentage des exportations totales du pays d'origine)

Origine	Destination					Total Asie du Sud
	Bangladesh	Inde	Népal	Pakistan	Sri Lanka	
Bangladesh						
1990	—	1,3	0,7	1,3	0,1	3,4
1993	—	0,4	0,2	1,3	0,6	2,5
Inde						
1990	1,7	—	0,3	0,2	0,7	2,9
1994	2,5	—	0,5	0,2	1,4	4,6
Népal						
1990	1,6	12,2	—	—	—	13,8
1993	0,3	9,9	—	0,2	4,5	14,9
Pakistan						
1990	1,8	0,9	—	—	1,2	3,9
1994	1,6	0,6	—	—	0,9	3,1
Sri Lanka						
1990	0,5	1,1	0,1	1,7	—	3,4
1994	0,2	0,7	—	1,3	—	2,2

Source : ONU (1995).

Note : — = non disponible.

Flux de capitaux

Le tableau 3 montre la tendance dans les flux de capitaux privés, c'est-à-dire l'investissement étranger direct (IED) et les placements nets de portefeuille à échéance non déterminée, en Asie du Sud au cours de la période de mondialisation⁷. En chiffres absolus, ces deux genres de capitaux étrangers, et particulièrement les placements de portefeuille, ont augmenté au cours des dernières années. Cependant, la part de l'IED global dans les PED détenue par les pays d'Asie du Sud, l'élément le plus dynamique des ressources étrangères représentant une combinaison de capitaux, de technologie, de ressources et de marketing international, a en fait diminué avec le temps. Au cours des dernières années, il y a eu augmentation marquée des placements de portefeuille en raison surtout des programmes de privatisation en vertu desquels une partie ou la totalité des capitaux propres des entreprises d'État a été mise en vente, souvent aux expatriés.

Technologie de l'information

On sait peu de choses sur l'évolution de la technologie de l'information en Asie du Sud pendant la période de mondialisation, sinon qu'elle comporte deux aspects. Le premier est le développement de l'industrie comme telle pour l'utilisation intérieure et l'exportation. Cet aspect revêt une importance car cette industrie produit des biens dont la demande mondiale augmente plus rapidement que toute autre. Une part de ce marché en expansion rapide est donc un gage de croissance rapide des exportations. Il existe des exemples

Tableau 3. Investissement privé étranger en Asie du Sud (valeur en milliards de dollars US ; part exprimée en pourcentage du total pour tous les PED)

Année	Investissement étranger direct		Placement de portefeuille	
	Valeur	Part	Valeur	Part
1980	0,2	3,6	0,0	—
1985	0,3	2,3	0,0	—
1990	0,5	1,9	0,1	2,7
1991	0,5	1,3	0,0	—
1992	0,6	1,3	0,4	2,8
1993	0,8	1,2	2,0	4,4
1994	1,2	1,6	6,2	17,8

Source : Banque mondiale (1996c, p. 134-136).

Note : — = non disponible.

⁷ Comme la plupart des rapports de la Banque mondiale sur les flux de capitaux, les chiffres du tableau 3 semblent indiquer les flux nets de capitaux, c'est-à-dire les capitaux moins tout retrait d'investissements passés, mais incluant les dividendes et intérêts rapatriés.

de PED qui ont mis sur pied des industries de microélectronique, de semi-conducteurs et de logiciels en attirant de l'IED et en faisant des investissements dans le capital physique et humain. Déjà la Corée, Taïwan et Singapour se démarquent comme importants exportateurs de technologie de l'information après les États-Unis, le Japon, l'Union européenne et le Canada. La Malaisie, l'Indonésie, la Thaïlande et la Chine deviennent rapidement d'importants fournisseurs internationaux de second palier de technologie de l'information (voir *Asia Times*, 1996).

Il n'existe presque aucun renseignement quantitatif concernant la mesure dans laquelle les pays d'Asie du Sud ont réussi dans ce genre d'entreprise. Cependant, il est bien connu que l'Inde a lancé des entreprises prospères dans l'élaboration de logiciels, domaine aux perspectives encourageantes. Jusqu'à récemment, les entreprises occidentales recrutaient un grand nombre de programmeurs de Bangalore et leur versaient une faible rémunération (selon les normes occidentales). Beaucoup de ces programmeurs sont rentrés au pays pour lancer leurs propres entreprises d'informatique à Bangalore, qui est devenu un important centre d'exportation vers les pays industrialisés (voir *The Economist*, 1995). On voit donc que l'Inde, et certains autres pays d'Asie du Sud, pourront se démarquer comme producteurs et exportateurs de certaines composantes de la technologie de l'information quand les incitatifs pour les travailleurs ayant reçu une formation adéquate — qui sont relativement nombreux dans la région — seront suffisants et qu'il y aura des investissements adéquats.

Le développement de la technologie de l'information se caractérise également par l'amélioration de l'infrastructure pour accroître l'efficacité et la productivité du secteur industriel et du secteur des services. En effet, on soutient qu'une infrastructure améliorée réduit le coût des communications et stimule la productivité, en particulier celle des travailleurs spécialisés, qui se font rares. En outre, on prétend que la technologie de l'information améliore l'avantage relatif des petites entreprises, car celles-ci peuvent s'en servir assez efficacement, même si leurs activités sont de faible envergure⁸. Encore une fois, on dispose de très peu de renseignements sur l'étendue de l'infrastructure de la technologie de l'information, mais on sait que plusieurs

⁸ On trouvera dans Lal (1996) les sources de ces arguments ainsi qu'une étude des effets de la technologie de l'information sur un échantillon d'entreprises de fabrication d'appareils électriques et électroniques en Inde. L'échantillon très limité utilisé par Lal ne donne pas de données probantes concernant l'amélioration de la productivité grâce à l'utilisation de la technologie de l'information. Il attribue cette situation au retard avec lequel les effets de la technologie de l'information, dont l'application aux entreprises qu'il a étudiées est récente, se font sentir sur la productivité.

pays d'Asie du Sud, notamment l'Inde, ont fait beaucoup pour favoriser l'adoption de cette technologie dans les entreprises.

Le tableau 4 montre la pénétration en Asie du Sud de quelques-unes des composantes les plus classiques de la technologie de l'information, domaine où de toute évidence la région tire de l'arrière par rapport à la moyenne des PED. Les pays les mieux équipés de l'Asie du Sud sont toutefois à égalité avec la Chine, qui parvient à une croissance sans précédent en tirant parti du processus de mondialisation.

Croissance et pauvreté

L'argument selon lequel l'intégration dans l'économie mondiale stimule la croissance, améliore la répartition des revenus et contribue à réduire la pauvreté repose sur la théorie normalisée du commerce. L'intégration dans l'économie mondiale entraîne une répartition des ressources qui cadre avec la notion d'avantage comparatif, elle-même indissociable d'efficacité et d'une production accrue. La fin de l'industrialisation fondée sur le remplacement des importations signifie que les industries ne sont plus isolées des marchés internationaux ou confinées à leur marché intérieur. Ces changements améliorent l'efficacité et assurent une productivité plus élevée. Une entrée accrue de technologies et de capitaux étrangers contribue également à la croissance. L'avantage comparatif donne lieu à une concentration des industries qui font un usage intensif de la main-d'œuvre, un facteur de production abondant dans les PED. Cela se traduit par une croissance plus rapide de l'emploi et des salaires, ce qui contribue à mieux répartir les revenus et à réduire la pauvreté. Dans quelle mesure ces attentes se sont-elles concrétisées en Asie du Sud pendant la décennie où cette région a commencé à s'intégrer à l'économie mondiale ?

Tableau 4. Indicateurs de la technologie des communications en Asie du Sud (par 1 000 habitants au début des années 90)

Pays	Téléphone	Radio	Télévision
Bangladesh	2	44	5
Inde	7	80	37
Népal	3	34	2
Pakistan	9	91	18
Sri Lanka	7	200	49
Moyenne des PED	23	176	56
Chine	7	182	31

Source : PNUD (1996).

Mondialisation et croissance économique

Le tableau 5 montre les taux de croissance du PIB des pays d'Asie du Sud à différentes périodes. La plupart de ces pays ont enregistré un taux de croissance plus élevé dans les années 80 que dans les années 70. Cependant, plusieurs d'entre eux ne sont pas parvenus à maintenir cette tendance au début des années 90. Il est également difficile de savoir quelle proportion de l'accélération du taux de croissance dans les années 80, relativement aux années 70, est attribuable à une intégration accrue dans l'économie mondiale, puisque cette intégration a le plus souvent eu lieu pendant la décennie elle-même, souvent vers la fin de celle-ci. Une analyse des changements périodiques du taux de croissance, par pays, permettra de résoudre ce problème.

Au Bangladesh, le taux de croissance annuel moyen dans les années 70 a connu une baisse en raison des perturbations attribuables à la guerre d'indépendance. Une fois exclues ces premières années de bouleversements, il n'y a pas de changement dans les taux de croissance périodique depuis 1975. La réforme en profondeur des politiques et des institutions économiques, qui a conduit à une ouverture beaucoup plus importante que par le passé, n'a donné lieu à aucune accélération perceptible de la croissance du PIB.

Au Pakistan, la croissance économique semble être fonction des « cycles politiques⁹ ». En fait, la croissance la plus élevée, 6,8 p. 100 par année, a été enregistrée pendant les années 60, alors qu'une stratégie d'industrialisation fondée sur le remplacement des importations et soutenue par une entrée massive de capitaux était mise en place dans le cadre d'un régime dictatorial.

Tableau 5. Taux de croissance du PIB pour les pays de l'Asie du Sud (% par année)

Pays	Année			
	1970-1980	1980-1990	1990-1994	1995
Bangladesh	2,4 (4,2) ^a	4,3	4,2	4,4
Inde	3,4	5,8	3,8	6,2
Népal	2,0	4,6	4,9	5,8
Pakistan	4,9	6,3	4,6	5,3
Sri Lanka	4,1	4,2	5,4	5,5

Source : 1970-1980, Banque mondiale (1995c) ; 1980-1990 et 1990-1994, Banque mondiale (1996e ; 1995) ; pour le Bangladesh, BBS (1996) ; pour les autres pays, FMI (1996).

^a Le chiffre entre parenthèses désigne le taux de croissance annuelle au Bangladesh entre 1975 et 1980.

⁹ L'idée du cycle politique et des taux de croissance dans les différentes périodes du cycle est tirée d'Amjad et Kemal (1996), à paraître.

Entre 1970 et 1977, sous un régime démocratiquement élu, le taux de croissance a décliné à 4,8 p. 100 par année. Puis entre 1977 et 1988, de nouveau sous une dictature, le taux de croissance a connu une remontée, atteignant 6,7 p. 100. Les réformes économiques ont commencé par la déréglementation et la privatisation pendant cette période, alors qu'une hausse spectaculaire des remises de revenus par les migrants a donné un élan important à la croissance. Depuis l'année 1988, qui marque la restauration de la démocratie et l'accélération des réformes visant une plus grande intégration dans l'économie mondiale, le taux de croissance moyen a chuté à nouveau sous la barre des 5 p. 100 par année.

L'Inde a connu une croissance accélérée pendant les années 80, que certains imputent notamment aux réformes entreprises au début et au milieu des années 80. Cependant, les réformes fortement orientées vers l'ouverture, renforcées depuis 1991, se sont accompagnées d'une baisse de la croissance en partie attribuable à un ralentissement dans le domaine agricole provoqué par les conditions météorologiques défavorables du début des années 90. Il importe toutefois de préciser que les effets de la mondialisation sur la croissance ont été beaucoup plus faibles qu'en Chine, par exemple, où le ralentissement marqué de la croissance dans le domaine agricole après le milieu des années 80 a facilement été compensé par la poussée extraordinaire de l'économie non agricole qui faisait l'objet d'une intégration rapide dans l'économie mondiale.

Au Népal, le taux de croissance supérieur des années 80 a précédé le début des réformes d'au moins cinq ans. À Sri Lanka, les réformes ont débuté à la fin des années 70, mais les interruptions périodiques et les graves conflits ethniques permettent difficilement de mesurer les effets de ces mesures sur la croissance qui se situait dans les années 80 à peu près au même taux que dans les années 70. La croissance s'est accélérée au début des années 90 à la suite d'un engagement accru envers les réformes depuis 1989.

La performance de l'Asie du Sud au plan de la croissance pendant la période de mondialisation est donc variable. Ou bien il n'existe pas de données prouvant qu'il y a eu augmentation du taux tendanciel de croissance (Bangladesh et Pakistan), ou bien l'augmentation du taux de croissance a clairement précédé le début de l'intégration dans l'économie mondiale (Népal), ou bien l'augmentation de la croissance a été relativement modeste (Inde et Sri Lanka) et n'est pas assez soutenue pour empêcher un ralentissement périodique de la croissance (Inde). Il ne s'agit pas ici de démontrer que l'intégration accrue dans l'économie mondiale ne s'est pas traduite par une augmentation de la croissance, mais plutôt que cette augmentation a été insuffisante pour compenser les chocs structurels et

cycliques qu'a subis l'économie (par exemple les mauvaises conditions météorologiques et « cycles politiques »).

On a beaucoup tendance à attribuer la faiblesse de la croissance issue de la mondialisation au fait que le programme de réforme axé sur l'ouverture de l'économie n'est pas allé assez loin. Ce point de vue domine chez les organismes multilatéraux de développement. Il est peu convaincant, mais très difficile à réfuter, parce qu'il est toujours possible de prouver que le système d'incitatifs comporte des éléments irrationnels. Cependant, il est évident que les réformes ont transformé en profondeur les systèmes d'incitatifs dans ces pays. Bien qu'il soit difficile de comparer les niveaux de réforme et les systèmes d'incitatifs entre les pays, il semble plausible de soutenir que la réforme du régime commercial et du système d'incitatifs en général a été plus importante en Asie du Sud qu'en Chine. Cependant, de toute évidence, les bénéfices des réformes ont été beaucoup plus importants en Chine qu'en Asie du Sud (particulièrement en Inde).

Un autre facteur peut expliquer la performance médiocre de l'Asie du Sud après les réformes : l'intégration réussie dans l'économie mondiale nécessite des mesures parallèles aux réformes du régime de commerce et aux incitatifs visant à assurer l'allocation optimale des ressources. Sans ces mesures parallèles, la poussée de croissance issue de la mondialisation s'affaiblit et peut même disparaître.

Ces mesures supplémentaires varient d'un pays à l'autre et leur recension est une tâche qui dépasse la portée de la présente étude. Cependant, on relève trois lacunes dans chaque pays d'Asie du Sud.

La première, qui touche la structure politique inadéquate à l'intérieur de laquelle l'Asie du Sud poursuit ses objectifs de développement, comporte une dimension régionale et une dimension nationale. Du point de vue régional, l'Asie du Sud consiste en un groupe de pays hostiles, où les tensions entravent le développement. Outre l'affectation d'une proportion exagérée de ressources à la défense, cette hostilité et ces tensions ont empêché la croissance du commerce entre ces pays, phénomène qui a été analysé dans la section précédente. L'ouverture réussie sur l'économie mondiale dans d'autres pays, par exemple en Asie de l'Est (voir chapitre 5), procède d'une hausse marquée du commerce entre voisins. Lorsque des obstacles artificiels viennent entraver le commerce avec les voisins, l'augmentation des exportations peut se révéler inefficace. L'autarcie régionale comporte également des coûts supplémentaires en période de mondialisation. Il aurait été possible d'attirer beaucoup plus d'IED vers les pays d'Asie du Sud si l'ASACR formait une zone de libre-échange plutôt qu'une zone caractérisée par une politique d'autarcie entre ses membres.

Par ailleurs, le fait que tous les pays d'Asie du Sud aient connu de graves problèmes de gestion interne représente un autre facteur d'ordre politique contrecarrant les avantages de la croissance issue de la mondialisation. À Sri Lanka, ces problèmes ont pris la forme de luttes ethniques, tandis qu'au Bangladesh et au Pakistan, on lutte sans arrêt pour établir un régime non dictatorial capable de bien gouverner le pays. En Inde, c'est l'autorité du gouvernement central qui s'effrite, et on semble incapable de créer un système de gestion qui concilie pouvoir central et diversité régionale.

La deuxième lacune concerne le fait qu'on ne dispose pas d'un ensemble d'incitatifs qui compenserait l'abolition de ceux qui faisaient partie de la stratégie d'industrialisation axée sur le remplacement des importations, laquelle en dépit de ses failles, stimulait l'investissement. Il est particulièrement important de prévoir des incitatifs compte tenu de la relative précarité des industries de l'Asie du Sud liée à l'insuffisance des infrastructures et des compétences, aux frais généraux élevés et aux conditions imposées par les institutions. Il est de fait que, dans le cas du développement des pays d'Asie de l'Est, un soutien public orienté vers des industries valables représentait un élément fondamental de la réussite¹⁰. Les programmes de réforme d'Asie du Sud ne semblent pas comporter ce genre de système de rechange qui favoriserait l'investissement. Au Bangladesh, où le régime d'industrialisation axée sur le remplacement des importations a été démantelé sans que l'on crée un autre système d'incitatifs, les investisseurs se sont faits moins nombreux : le taux d'investissement a chuté d'un sommet de 16 p. 100 du PIB en 1980-1981 à moins de 12 p. 100 au début des années 90¹¹. Ce déclin prolongé du taux d'investissement explique le taux de croissance stagnant de ce pays. De même, au Bangladesh et ailleurs, la production agricole a été découragée par les réformes commerciales, à savoir la réduction ou l'abolition des subventions au titre des intrants et d'autres mécanismes de soutien, qui n'a pas été compensée par la création d'autres incitatifs à la production. Sans soutien ciblé, on peut difficilement imaginer comment ces pays pourraient établir des industries dans des domaines tels que la technologie de l'information, même s'ils possédaient un avantage comparatif quelconque.

La troisième lacune a trait à la question dont nous venons de parler. Si on les compare aux pays en développement d'Asie de l'Est, où les réformes ont été fructueuses, les pays d'Asie du Sud sont dotés d'une infrastructure et d'un capital humain relativement peu développés (Sri Lanka faisant exception dans le cas du capital humain).

¹⁰ Les références à ce sujet sont bien connues. Voir notamment Wade (1996b).

¹¹ Le cas du Bangladesh est peut-être extrême. Il est discuté dans Khan (1996d).

Tableau 6. Indicateurs du développement humain et de l'infrastructure
(année de référence v. 1993)

	Asie du Sud	Asie de l'Est	Asie du Sud-Est et du Pacifique
Espérance de vie (années)	60,3	68,8	63,7
Taux d'alphabétisation (%)	48,8	81,0	86,0
Taux d'inscription combiné à tous les niveaux d'éducation	52	58	59
Indice du développement humain	0,444	0,633	0,646
Indicateur des disparités des sexes dans le développement	0,410	0,610	0,621
Radios par 1 000 habitants	87	212	153
Téléviseurs par 1 000 habitants	33	38	60
Énergie commerciale par habitant (kg d'équivalent mazout)	267	711	380

Source : PNUD (1996) (définition et mesure de l'Indice du développement humain et de l'indicateur des disparités des sexes dans le développement).

Le tableau 6 présente quelques-uns des indicateurs facilement accessibles concernant l'Asie du Sud, l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est et du Pacifique. Par rapport aux autres pays en développement d'Asie, l'Asie du Sud est défavorisée à tous les égards, particulièrement pour ce qui est du capital humain, et surtout du capital humain féminin (comme en témoigne le très faible indicateur des disparités des sexes dans le développement). Le capital humain étant un facteur déterminant de la productivité du travail, la compétitivité internationale de l'Asie du Sud sur les marchés mondiaux s'en trouve gravement touchée.

Qu'en est-il de l'argument selon lequel les gains tirés de la mondialisation seront plus grands que par le passé à cause de la mise en œuvre des réformes de l'Uruguay Round ? En fait, les obstacles tarifaires et non tarifaires de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont souvent constitué une plus grande protection contre les exportations en provenance des PED, notamment des pays d'Asie du Sud, que des pays industrialisés¹². Lorsque les pays de l'OCDE auront achevé la mise en œuvre des réformes de l'Uruguay Round — notamment la réduction des tarifs touchant la production manufacturière, la tarification des biens non

¹² Voir Banque mondiale (1993b, p. 49) pour des détails sur la protection discriminatoire pratiquée par l'OCDE contre les exportations des PED, notamment de l'Asie du Sud.

assujettis aux obstacles non tarifaires et la réduction des subventions à l'exportation et à la production dans le secteur de l'agriculture, ainsi que l'abolition de l'Arrangement multifibres —, les PED, y compris les pays d'Asie du Sud, devraient réaliser des gains importants. Des calculs approfondis ont été effectués pour évaluer ces gains. L'un des modèles utilisés à cette fin, celui qui compte le plus d'estimations régionales détaillées, montre que les gains directs (c'est-à-dire à court terme) totaux que procureraient à l'Asie du Sud toutes ces réformes s'élèveraient à 1 p. 100 de son PIB tandis qu'à long terme, une fois pris en compte tous les avantages indirects, ils s'élèveraient à 2 p. 100 du PIB (voir Harrison *et al.*, 1995). On doit insister sur deux points. Premièrement, ces gains ponctuels, bien que significatifs, ne sont pas très élevés. Selon ce modèle, l'Asie du Sud recueillerait en effet moins de 4 p. 100 des avantages mondiaux de la libéralisation résultant de l'Uruguay Round. Deuxièmement, ces estimations reposent sur le maintien des parts du marché de chaque pays. Or, ces parts du marché n'ont rien d'immuable dans une économie mondiale. La production réelle serait fonction de la compétitivité internationale des pays et des régions.

Tendances concernant la pauvreté pendant la période de mondialisation

Il existe pour le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan des estimations relativement valables des tendances à long terme concernant l'incidence de la pauvreté absolue, c'est-à-dire le pourcentage de la population se situant sous un seuil de dépense ou de revenu réel constant par habitant — mis à jour selon les augmentations du coût de la vie —, habituellement lié à un niveau minimal de nutrition dans une année repère donnée et tenant compte de dépenses minimales autres que celles consacrées à la nourriture. Certaines estimations grossières sont disponibles pour le Népal. Nous ne disposons pas des estimations des tendances dans le domaine de la pauvreté à Sri Lanka.

Bangladesh

Selon des estimations, l'incidence de la pauvreté absolue au Bangladesh a diminué de façon significative à partir du milieu des années 70 jusqu'au milieu des années 80¹³. Cette tendance est manifestement en voie de s'inverser : l'incidence de la pauvreté, qui a décliné dans la décennie qui a

¹³ Khan et Hossain (1989) analysent des données portant sur la période allant jusqu'au milieu des années 80. Des données portant sur des périodes plus récentes figurent dans Ravallion et Sen (1994) et dans Banque mondiale (1995b).

précédé le milieu des années 80, semble avoir augmenté par la suite. Plusieurs sources présentent des données qui confirment ce phénomène :

- i) Le Bangladesh Bureau of Statistics (BBS) a estimé l'incidence de la pauvreté au moyen de données tirées des enquêtes sur les dépenses des ménages menées pour différentes années. Selon les estimations du BBS, la proportion de la population qui vit dans la pauvreté extrême, c'est-à-dire dont la consommation d'énergie alimentaire par habitant est inférieure à 1 805 kilocalories par jour, a connu une hausse, passant de 22 p. 100 en 1985-1986 à 28 p. 100 en 1991-1992 (voir Banque mondiale, 1995a). Ravallion et Sen (1994) ont fait d'autres estimations en appliquant un seuil de pauvreté fondé sur le revenu réel constant aux données des enquêtes sur les dépenses des ménages. Les trois indices auxquels ils sont arrivés (rapport par dénombrement, indice d'écart de la pauvreté et indice d'écart de la pauvreté au carré) révèlent une hausse constante de la pauvreté entre 1985-1986 et 1991-1992¹⁴.
- ii) Malheureusement, les données des enquêtes sur les dépenses des ménages ne sont pas disponibles après 1991-1992. Des données contradictoires tirées de plusieurs autres sources, chacune portant sur des changements sur une courte période à partir d'échantillons relativement restreints, sont souvent citées pour étayer les points de vue divergents concernant les tendances dans l'incidence de la pauvreté depuis 1991-1992. En attendant les estimations tirées de l'enquête sur les dépenses des ménages pour l'année 1995-1996, nous considérerons la tendance dans les salaires réels des travailleurs agricoles comme l'indicateur le plus important du niveau de vie de la population. Par le passé, cet indice a constamment suivi la courbe de l'incidence de la pauvreté évaluée à partir des enquêtes sur les dépenses des ménages. Il est très peu probable que le niveau de vie de la population de cette société à très forte prédominance rurale ne s'améliore (ou ne se détériore) quand l'indice des salaires réels augmente (ou diminue) de façon significative. Après avoir connu une hausse constante pendant la première moitié des années 80, les salaires réels des

¹⁴ Le rapport par dénombrement ne fait que montrer la proportion de la population qui vit dans la pauvreté, c'est-à-dire sous le seuil de pauvreté. L'indice d'écart de la pauvreté, c'est-à-dire le rapport de l'écart du revenu total de tous les pauvres par rapport au revenu total requis pour fournir à chacun un revenu suffisant pour sortir de la pauvreté, est une mesure composite du nombre de personnes vivant dans la pauvreté et du degré moyen de leur pauvreté. L'indice d'écart de la pauvreté au carré donne en plus une indication de la répartition des revenus entre les pauvres. Voir Ravallion et Sen (1994) pour des explications et des références supplémentaires.

travailleurs agricoles ont chuté de 20,1 p. 100, soit de 2,5 p. 100 par année, entre 1985-1986 et 1994-1995¹⁵. Certes, les salaires ne constituent qu'une seule source de revenu agricole, représentant environ deux cinquièmes du revenu des ménages ruraux *pauvres*. Cependant, la chute du prix d'offre des travailleurs agricoles, mise en évidence par le déclin des salaires réels, rend peu probable une hausse du revenu réel des ménages des travailleurs agricoles. Il y a donc fort à parier qu'au début des années 90, le Bangladesh rural, qui représente de loin la plus grande partie du pays, a connu une autre augmentation de l'incidence de la pauvreté.

iii) En dépit de la chute de la consommation par habitant de céréales en général et de riz en particulier, la baisse du prix réel de la céréale de base, le riz, témoigne également d'une baisse du revenu réel des pauvres. Khan (1990) a abordé cette question en détail. La consommation de céréales par habitant a chuté de façon significative au cours des deux dernières décennies. Plus récemment, entre 1989-1990 et 1995-1996, elle a connu une baisse de 7 p. 100. Or, pendant la même période, on note une augmentation constante du revenu par habitant. Le fait que cela se soit produit sans hausse du prix réel du riz (ce prix a en fait diminué) souligne une élasticité négative de la demande de céréales par rapport au revenu, ce qui est improbable compte tenu du faible taux moyen de consommation d'énergie alimentaire du Bangladesh. La seule explication logique serait une chute du revenu réel des groupes de la population les plus pauvres, dont l'élasticité-revenu pour les céréales est plus élevée que celle des groupes les plus riches, telle que l'élasticité moyenne pondérée de la demande par rapport au revenu s'est révélée négative¹⁶.

Le taux de croissance du revenu par habitant a été plus élevé après 1985 qu'avant, en raison de la baisse du taux de croissance démographique. Pourtant, l'incidence de la pauvreté a diminué de façon significative avant

¹⁵ Selon les données recueillies par le service des statistiques agricoles du BBS, à paraître au moment de la rédaction du présent document, le salaire quotidien moyen en argent des travailleurs agricoles masculins sans aliment est passé de 29,54 Tk en 1985-1986 à 42,25 Tk en 1994-1995. Entre ces deux périodes, l'indice des prix à la consommation en milieu rural a augmenté de 79,06 p. 100 (BBS, 1996). Cela signifie que selon le pouvoir d'achat de 1985-1986, le salaire quotidien des travailleurs agricoles en 1994-1995 était de 23,60 Tk, soit 20,1 p. 100 inférieur à celui de 1985-1986.

¹⁶ L'aggravation de la répartition des revenus au Bangladesh après 1985 comporte deux dimensions distinctes : premièrement, on observe une chute du revenu rural moyen par rapport au revenu urbain et une persistance des inégalités intra-rurales ; deuxièmement, on note une exacerbation des inégalités en milieu urbain. Voir les estimations du BBS sur les coefficients de Gini en milieu rural et en milieu urbain présentées dans Banque mondiale (1995b).

1985 et semble avoir augmenté dans la décennie suivante. Cette performance asymétrique mérite une analyse attentive. Parmi les raisons qui pourraient expliquer l'augmentation de la pauvreté depuis le milieu des années 80, deux sont évidentes. La première est la baisse de la croissance de l'agriculture pendant cette période, particulièrement depuis la fin des années 80, qui explique la chute des salaires réels dans ce secteur. On a soutenu que cette baisse était attribuable, en partie du moins, au retrait des subventions au titre des intrants dans le cadre du programme global de réforme qui a guidé l'intégration dans l'économie mondiale. La seconde explication possible est l'élimination graduelle des subventions à la consommation et de programmes spéciaux, qui auraient pu contribuer à accroître le coût de la vie et à réduire les revenus réels, particulièrement chez les pauvres. Ces mesures s'inscrivent également dans la réforme globale visant l'intégration dans l'économie mondiale.

Inde¹⁷

Le tableau 7 présente une série chronologique discontinue des indices de la pauvreté fondés sur le dénombrement en Inde. Pour la période allant de 1966-1970 à 1989-1990, on dispose de dix indicateurs de l'incidence de la pauvreté (les indicateurs intermédiaires ne figurent pas dans le tableau), qui révèlent une baisse constante, à quelques exceptions près. Ce n'est qu'au début des années 90, au cours desquelles s'est intensifiée la réforme d'ouverture, que la tendance s'inverse. Pour l'année civile 1993 (exercice 1993-1994), l'incidence de la pauvreté en milieu rural, où vivent la majorité des gens, amorçait un nouveau déclin sans toutefois atteindre le niveau obtenu avant l'accélération des réformes¹⁸.

Les données concernant la période qui a suivi les réformes sont trop éparpillées et irrégulières pour permettre de tirer des conclusions fermes. Cependant, il est évident que pendant la période de réformes accélérées visant l'intégration dans l'économie mondiale, l'Inde a connu l'une des pires vagues de pauvreté des dernières décennies. L'amélioration observée au cours des années 70 et 80 a fait place, au début des années 90, à une hausse de l'incidence de la pauvreté qui semble surtout attribuable à l'augmentation du prix relatif des aliments découlant en grande partie de la libéralisation du commerce, qui a réduit l'écart entre les prix intérieurs et extérieurs. Dans une

¹⁷ Données tirées de Tendulkar *et al.* (à paraître).

¹⁸ On peut s'interroger sur les effets de la réforme précédente, au début des années 80, sur la pauvreté. Rien ne prouve que les progrès dans la réduction de la pauvreté en milieu rural ont été interrompus à ce moment, bien que la réduction de la pauvreté en milieu urbain l'ait été en 1987-1988 et 1988-1989 (voir Tendulkar *et al.*, à paraître).

Tableau 7. Pourcentage de la population vivant dans la pauvreté en Inde

Année	Milieu rural	Milieu urbain
1969-1970	41,7	48,1
1989-1990	19,8	32,3
1990-1991	20,1	32,4
1992	28,7	33,9
1993	25,6	38,9
1993-1994	21,1	31,0

Source : Tendulkar *et al.* (1996). Des deux séries d'estimations faites par les auteurs, celle qui touche le seuil inférieur de pauvreté (c.-à-d. qui montre l'incidence de pauvreté la plus faible) est citée dans le tableau.

Tableau 8. Pourcentage de la population vivant dans la pauvreté au Pakistan

Année	Milieu rural	Milieu urbain
1969-1970	49,1	38,8
1984-1985	25,9	21,2
1987-1988	18,3	15,0
1990-1991	23,6	18,6
1992-1993	23,4	15,5

Source : Amjad et Kemal (1996).

économie où la majorité des pauvres sont des acheteurs nets d'aliments, une hausse du prix relatif des aliments touche leur bien-être¹⁹. Ces effets auraient pu être atténués si la mondialisation accrue avait donné lieu à une croissance plus élevée du revenu par habitant. Comme nous l'avons déjà mentionné, le taux de croissance de la production a en fait baissé au début des années 90. La mondialisation a également entraîné une réduction marquée du taux de croissance de l'emploi en Inde, question analysée plus loin.

Pakistan²⁰

Le tableau 8 résume les tendances concernant l'incidence de la pauvreté au Pakistan au cours des dernières décennies. Cette incidence a connu une baisse constante pendant les deux décennies qui ont précédé l'exercice 1987-1988, marqué par le début des réformes accélérées vers l'ouverture de l'économie. Par la suite, le Pakistan a connu une hausse de l'incidence de la pauvreté.

¹⁹ Tendulkar *et al.* (à paraître) ont conduit une analyse économétrique des données de ce pays pour montrer la validité de leur hypothèse.

²⁰ Les données sur les tendances de la pauvreté au Pakistan proviennent d'Amjad et Kemal (1996).

Amjad et Kemal (1996) proposent un certain nombre d'explications à la hausse de l'incidence de la pauvreté après l'accélération des réformes d'ouverture. Certaines de ces explications sont directement liées aux réformes, tandis que d'autres sont d'ordre structurel. Comme nous l'avons vu précédemment, le taux de croissance de l'économie a baissé tandis que les inégalités dans la répartition des revenus augmentaient (comme en fait foi la baisse de la part des revenus du quart de la population le plus pauvre). L'accroissement des inégalités était surtout attribuable au processus de réforme en vue de l'intégration dans l'économie mondiale, notamment les modifications apportées à la structure fiscale, qui ont rendu celle-ci plus régressive, et la réduction des subventions et des dépenses publiques dont profitaient les pauvres. La réduction des subventions agricoles a affecté les pauvres de deux façons : la productivité des agriculteurs de subsistance a chuté à cause d'une utilisation décroissante des intrants modernes ; en outre, les très nombreux pauvres, qui sont des acheteurs nets d'aliments, ont été durement touchés par la hausse du prix des aliments attribuable à une politique de compensation consistant à faire augmenter le prix d'achat des produits agricoles. La croissance de l'emploi a accusé un déclin marqué, passant de 2,5 p. 100 par année avant 1987-1988 à seulement 1 p. 100 après 1987-1988. La chute de l'emploi dans le secteur public, elle-même provoquée par la réduction des dépenses publiques dans le cadre du programme de réforme, vient partiellement expliquer cette situation. Les remises de revenus des migrants, qui aidaient les pauvres directement en augmentant leurs revenus et indirectement en créant des emplois en raison de l'investissement accru qu'elles finançaient, ont chuté de façon marquée. On a également enregistré une concentration de la propriété foncière agricole.

Népal

Les données disponibles sur le Népal, beaucoup moins convaincantes que celles portant sur les autres pays d'Asie du Sud, laissent également supposer une hausse de l'incidence de la pauvreté entre 1985 et 1992²¹. Ce changement s'explique mal compte tenu de la hausse constante du revenu par habitant pendant cette période et de l'absence d'indications convaincantes prouvant que la répartition des revenus s'est nettement détériorée. Cependant, la hausse du prix relatif des aliments a eu de toute évidence un effet

²¹ Les estimations fondées sur le dénombrement tirées de différentes enquêtes officielles sont présentées dans Guru-Gharana (1996). Ces données posent certains problèmes, à savoir : le seuil de pauvreté ne semble pas représenter un niveau de vie constant ; le nombre d'observations est trop faible ; certaines sources révèlent une aggravation de la pauvreté alors que par ailleurs on observe une croissance constante et importante du revenu par habitant sans preuve évidente d'augmentation marquée des inégalités dans la répartition des revenus.

négalif sur les pauvres. Cette hausse a découlé de la réforme du commerce, les aliments étant un produit d'importation net. La plupart des pauvres étant des acheteurs nets d'aliments, l'augmentation du prix relatif des aliments a contribué à accroître l'incidence de la pauvreté.

Conclusion

En bref, les constants progrès de l'Asie du Sud vers une réduction de l'incidence de la pauvreté semblent avoir ralenti, interrompu ou annulé les réformes visant l'intégration dans l'économie mondiale. Cette situation découle en partie des forces déstabilisantes inhérentes aux programmes de réforme. L'intégration accélérée dans l'économie mondiale s'est soldée par une hausse du prix relatif des aliments importés ou qui font l'objet d'un commerce international. Des données démontrent qu'en Inde, au Pakistan et au Népal, ce phénomène a eu des effets négatifs sur les pauvres, dont la majorité sont des acheteurs nets d'aliments. Les réformes ont souvent donné lieu à l'abolition des subventions agricoles, causant une baisse de la croissance du secteur agricole, principale source de revenu de l'économie rurale qui fait vivre une très forte majorité de la population.

Mondialisation et emploi

Contrairement aux attentes, l'intégration accélérée dans l'économie mondiale n'a pas provoqué de hausse du taux de croissance de l'emploi, mais plutôt un effet inverse. Au Pakistan, la croissance annuelle de l'emploi dans le secteur manufacturier au cours des trois années qui ont suivi l'accélération des réformes (c'est-à-dire entre 1987-1988 et 1990-1991) a été de - 0,2 p. 100, tandis que la production a crû à un taux annuel moyen de 5,3 p. 100, donnant une élasticité de l'emploi par rapport à la production de - 0,04 (estimations officielles citées dans Amjad et Kemal, 1996). Au Bangladesh, l'emploi dans la plupart des principales industries manufacturières, notamment le jute, le coton, le papier et l'acier, a enregistré une baisse absolue au début des années 90 (voir BBS, 1996, p. 9). En Inde, l'élasticité de l'emploi par rapport à la production dans les industries manufacturières pendant la période allant de 1987 à 1992 a été de 0,23²². On peut conclure que ces chiffres témoignent d'une croissance industrielle à très faible coefficient de main-d'œuvre si on les compare aux chiffres sur

²² Cette estimation est établie en appliquant une fonction bilogarithmique aux données sur l'emploi et la production dans le secteur manufacturier présentées dans Banque mondiale (1995d). Le coefficient d'élasticité est significatif à 1 p. 100.

l'élasticité de l'emploi par rapport à la production dans le secteur manufacturier en Corée²³ : de 1970 à 1980, 0,67; de 1980 à 1990, 0,45.

Dans les années 80, la Corée était devenue une économie à revenu élevé selon les normes des PED. Il convient donc de comparer les chiffres des années 70 avec ceux de l'Inde d'aujourd'hui. L'élasticité de l'emploi dans le secteur manufacturier indien, selon ce critère, n'a été que le tiers de l'élasticité coréenne.

Ce phénomène de diminution du coefficient de la main-d'œuvre de la croissance industrielle en période de mondialisation, auquel personne ne s'attendait, mérite réflexion. Faute des données nécessaires, on ne peut qu'en supposer les causes. L'intégration dans l'économie mondiale crée des pressions considérables pour améliorer la compétitivité internationale, c'est-à-dire pour réduire les coûts unitaires de main-d'œuvre. La majeure partie des industries, qui se sont développées en vertu de l'ancien régime d'industrialisation axée sur le remplacement des importations, comportaient une main-d'œuvre en chômage camouflé, surtout dans les entreprises du secteur public. Étant donné les pressions exercées pour réduire les coûts unitaires de main-d'œuvre, ces industries, souvent privatisées, ont tenté de réduire ce chômage camouflé. Ainsi, le rythme de la croissance de l'emploi fondée sur le dénombrement ralentit beaucoup, même si l'absorption de la main-d'œuvre à intensité constante d'emploi peut augmenter à un taux raisonnable. Une fois qu'on aura éliminé le chômage camouflé, le taux de croissance de l'emploi fondé sur le dénombrement sera plus élevé. Les industries deviendront plus efficaces à la fin de la transition. Cependant, celle-ci sera marquée par une hausse du chômage.

Ces pays auraient donc dû mieux gérer la transition pendant la mondialisation. Il est certes valable d'améliorer l'efficacité de l'emploi dans les industries, mais il aurait fallu que des programmes de travaux publics ou une forme quelconque d'assurance-chômage viennent protéger le nombre croissant de chômeurs. De même, il est utile de mettre fin à la discrimination par les prix contre les produits agro-alimentaires, qui avait été favorisée par l'industrialisation axée sur le remplacement des importations. Les effets négatifs sur le niveau de vie des pauvres auraient dû être compensés par des programmes spéciaux : subventions salariales ciblées, répartition publique ciblée et programmes de travaux publics visant à compléter les revenus des ménages pauvres. Des ressources publiques substantielles doivent être affectées à la mise en œuvre de ces programmes et politiques. La politique

²³ Comme pour l'Inde, ces estimations sont fondées sur des données publiées dans les *World Tables* de la Banque mondiale.

macroéconomique de compressions qui faisait partie intégrante des programmes de réforme pendant la période de mondialisation a exclu cette possibilité.

Conclusion

Ainsi, pendant les années 80, à l'instar de nombreux autres PED, les pays d'Asie du Sud ont graduellement abandonné la politique d'industrialisation fondée sur le remplacement des importations pour mieux s'intégrer dans l'économie mondiale. Il s'agissait là d'une mesure tout à fait justifiée compte tenu des inefficacités et des limites de cette politique comme stratégie de développement.

Ces pays ont réformé en profondeur leur régime commercial et beaucoup d'autres politiques et institutions à la demande des organismes multilatéraux de développement. Ils ont très bien réussi à accroître leur commerce, en proportion aussi bien de leur PIB que du commerce mondial. Cependant, le commerce interrégional est demeuré faible en raison de graves tensions et hostilités bilatérales. En outre, ces pays n'ont pas très bien réussi à attirer l'IED. À quelques exceptions près, ils ne sont pas parvenus à pénétrer le marché des exportations des industries de la technologie de l'information ; leurs propres industries accusent également du retard par rapport aux nouveaux pays industrialisés d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud-Est en ce qui concerne l'adoption de la technologie de l'information.

L'intégration accrue dans l'économie mondiale a procuré certains gains sur le plan de la croissance. Cependant, ces gains n'ont pas suffi à compenser les effets périodiques des mauvaises conditions météorologiques ou des « cycles politiques ». Cette intégration n'a pas réussi non plus à favoriser davantage la croissance, car ces pays se sont concentrés sur les réformes assorties d'une allocation optimale des ressources sans prendre de mesures complémentaires pour créer un cadre de croissance plus large. Trois lacunes ressortent : *i*) l'absence de gestion efficace qui a mené à l'incapacité de favoriser la coopération régionale et d'établir un consensus en faveur d'une stratégie de développement fructueuse ; *ii*) l'incapacité de remplacer l'ancien système d'industrialisation fondée sur le remplacement des importations par un autre système d'incitatifs à l'investissement dans des activités qui auraient pu être profitables ; *iii*) l'incapacité de favoriser l'investissement dans l'infrastructure et le capital humain.

En Asie du Sud, la mondialisation a contribué à interrompre, voire annuler, la réduction de la pauvreté amorcée par le passé. Cette situation est

attribuable aux programmes de réforme qui ont guidé l'intégration dans l'économie mondiale, mais aggravé les inégalités structurelles en raison de leur effet déstabilisant. Il aurait peut-être été possible de compenser ces effets négatifs si l'intégration dans l'économie mondiale et la croissance découlant de la mondialisation avaient été plus soutenues.